

## Abdelaziz Bouteflika réaffirme l'engagement de l'Etat à soutenir l'industrie des équipements du secteur de l'énergie

Extrait APS - Dimanche 3 avril 2011



Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a réaffirmé dimanche l'engagement de l'Etat à soutenir les initiatives des opérateurs économiques nationaux pour le développement d'une industrie d'équipements et de biens utilisés dans le secteur de l'énergie, notamment dans les hydrocarbures. M. Bouteflika a affirmé, dans un message aux participants à la journée de réflexion sur la fabrication des équipements et des pièces de rechanges dans le secteur de l'énergie et des mines, lu en son nom par M. Mohamed Ali Boughazi, conseiller à la Présidence, que "l'Etat encouragera les initiatives des opérateurs nationaux privés et publics qui concourent au développement des projets de fabrication d'équipements et de biens nécessaires au fonctionnement du secteur des hydrocarbures et de l'énergie".

M. Bouteflika a précisé que "les besoins du marché algérien dont le potentiel d'expansion est considérable ainsi que les expériences capitalisées par les opérateurs nationaux, et notamment ceux du secteur public industriel, peuvent permettre d'établir des liens entre partenaires privés et publics pour mieux réaliser notre potentiel d'adaptation technologique". "Il nous sera alors possible de nous doter rapidement, a-t-il dit, des technologies et des savoir-faire nécessaires au développement de l'économie nationale".

Relevant que le secteur de l'énergie et des mines "est un grand importateur de bien d'équipements, de produits et de services qui grèvent lourdement nos revenus pétroliers", le président de la République a affirmé qu'il était "indispensable de faire du développement d'une industrie nationale dédiée aux besoins des filières des hydrocarbures, des mines de l'électricité et des énergies renouvelables, une pièce maîtresse de notre stratégie industrielle".

Relevant que le secteur de l'énergie et des mines "expérimente de perpétuelles innovations technologiques et s'appuie sur les technologies les plus avancées", il a estimé que "la fabrication

de certains biens et équipements repose sur des technologies peu sophistiquées dont la maîtrise est à la portée de nos entreprises publiques et privées". M. Abdelaziz Bouteflika a par ailleurs souligné que l'Algérie "dispose de compétences capables de relever le défi de la maîtrise de l'engineering technologique et du transfert de ces technologies dans les futures industries locales de fabrication d'équipements et de biens".

Le président Bouteflika indique que le programme algérien des énergies renouvelables est au cœur de la stratégie de lutte contre le chômage. Des emplois nouveaux seront, en outre, créés grâce aux projets de modifications thermiques, qui seront apportés dans les différents secteurs de l'Industrie, de l'habitat et des transports, a-t-il souligné. Le président Bouteflika, qui a réaffirmé que la création d'emplois constituait "la première des priorités", a promis que le concours de l'Etat au bénéfice des promoteurs locaux publics et privés sera "conditionné" par "l'obligation" de création d'emplois en Algérie.

"Les cadres des centres de recherche devront être mobilisés à travers des formules de coopération entre l'industrie et l'université autour de cet objectif stratégique d'intégration", a précisé le chef de l'Etat, ajoutant que "les industriels nationaux devront, eux aussi, apporter dans ce domaine, leur pleine contribution".

Le programme national de développement des énergies renouvelables, une fois réalisé à l'orée de 2030, avec des capacités de production électrique de 22.000 MW, dont 10.000 MW dédiés à l'exportation, permettra d'économiser, selon le Président Bouteflika, "près de 600 milliards de mètre cubes de gaz sur une période de 25 années".

Et, de fait, a-t-il souligné, la nouvelle politique énergétique nationale "sera accompagnée du développement d'une industrie de sous-traitance locale dans les énergies nouvelles et renouvelables, à même de créer des dizaines de milliers d'emplois à haute valeur ajoutée durant la décennie".

"Ce programme traduit la volonté de l'Etat, a-t-il précisé, de faire en sorte que nos hydrocarbures puissent encourager les investissements indispensables au déploiement, sur plusieurs décennies, de ces filières modernes de production d'électricité, d'une part, et de s'assurer de la rationalisation de la consommation d'énergie dans tous les secteurs".

Et, pour cela, "nous aurons besoins de toutes les forces vives de la nation : celles qui adhèrent, celles qui réfléchissent et innovent, celles qui entreprennent et investissent, et enfin celles qui, tout simplement, œuvrent au progrès de notre pays", a ajouté le chef de l'Etat.